

Unité départementale du Haut-Rhin
DREAL Grand Est - SPRA
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 07/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU RHIN

RUE HENRY DE CROUSAZ
68110 Illzach

Références : FR0000000000000820
Code AIOT : 0006700472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement PAPETERIES DU RHIN implanté Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU RHIN
- Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPETERIES DU RHIN exploite des installations de fabrication de carton pour tubes et de pâte à papier à partir de cartons recyclés, autorisées par arrêté préfectoral du 28 août 2014 modifié.

La fabrication de pâte à papier et la capacité de fabrication de carton soumettent les installations au Système d'Échange des Quotas d'Émissions de CO₂ (SEQUE) en application de la Directive 2033/87/CE.

A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO₂ et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées respectivement sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité approuvés par le préfet.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI point 1.d Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contenu du Plan Méthodologie de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + annexe VI Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable : pertes de chaleur	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe IV point 2.3 q) Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
5	Sources de données (chaleur)	Règlement européen du 19/12/2018, article article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
6	Tonnages de papier commercialisable produits	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
7	Détermination de l'humidité du papier	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
8	Programme météorologique pour la	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	détermination des niveaux d'activité			
9	Lacunes dans les données	Règlement européen du 19/12/2018, article 12 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Détermination quantités nettes de chaleur mesurable produite et importée	Règlement européen du 19/12/2018, article ANNEXE VII points 7.1 et 7.2 Règlement FAR 2019/331	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce qu'il faut retenir des constats

La visite a porté sur les déclarations des niveaux d'activité de l'installation et le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) associé.

L'exploitant doit mettre en conformité avec le règlement FAR 2019/331, d'ici le 31 octobre 2025 :

- Les demandes de dérogations à l'utilisation des plus hauts niveaux d'exactitude pour la détermination des sources de données alimentant ses déclarations de niveaux d'activité annuelles ;
- son PMS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI point 1.d Règlement FAR 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
Prescription contrôlée : Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance 1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance com-

prend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)

Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance

Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:

1. Informations générales concernant l'installation :

(...)

d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:

- les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur;

- toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels;

- les points et dispositifs de mesure;

- les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prod-com;

(...)

Constats :

En préambule, précisons que le site est découpé en 2 sous-installations au sens du règlement 2019/331 FAR :

- 1 sous-installation avec référentiel de produit « Carton non couché »,

- 1 sous-installation avec référentiel de produit « Pâte à partir de papier recyclé » .

La chaleur nécessaire au process provient en majorité de l'Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères (UIOM) de SAUSHEIM et pour l'autre partie de la chaudière « gaz » du site de puissance 11,6 MW.

Le diagramme des flux à prendre en compte est celui figurant dans la procédure MO E10 « Gestion des données énergie et évaluation des risques ».

Il appelle les observations suivantes :

- la production de pâte doit être retirée de la sous-installation n°1 « Carton non couché » et ne figurer que dans la sous-installation n° 2,

- le diagramme doit distinguer les instruments de mesure utilisés pour la déclaration des niveaux d'activité de ceux utilisés pour contrôler les données déclarées ou de ceux utilisés en cas de lacune de données (pont bascule PL par exemple),

- tous les instruments de mesure contribuant à la déclaration des niveaux d'activité doivent figurer sur le diagramme (y compris ceux intervenant pour la détermination de l'humidité du papier),

- lors de la visite, il s'est avéré que le flux de condensats retournant vers l'UIOM et le compteur associé sont mal positionnés sur le diagramme (les condensats transitent d'abord par la bache d'eau alimentaire de la chaufferie du site),

- de même, la vapeur importée de l'UIOM n'arrive pas directement au niveau de la machine à papier mais est mélangée à celle produite par la chaufferie,

- les dispositifs de comptabilisation de la « vapeur importée » de l'usine d'incinération et des « re-

<p>tours condensats » vers l'usine sont bien positionnés dans la chaufferie du site comme indiqué sur le diagramme (mais pas sous le contrôle de l'exploitant) ; les 2 dispositifs comportent chacun une mesure de débit, de température et de pression ;</p> <p>- les nouveaux compteurs « vapeur » et « retours condensats » sur le point d'être installés en sortie de chaudière et qui devraient dorénavant être utilisés par l'exploitant devront être ajoutés sur le diagramme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Modifier le diagramme des flux en tenant compte des observations ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Contenu du Plan Méthodologique de surveillance

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + annexe VI Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE - Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>ANNEXE VI Contenu minimal du plan méthodologique de surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1. Informations générales concernant l'installation : (...)</p> <p>(...)</p> <p>Les descriptions des méthodes utilisées pour quantifier les paramètres à surveiller et à déclarer précisent, selon qu'il convient, les étapes de calcul, les sources de données, les formules de calcul, les facteurs de calcul pertinents, notamment l'unité de mesure, les contrôles horizontaux et transversaux pour corroborer les données, les procédures qui sous-tendent les plans d'échantillonnage, l'équipement de mesure utilisé, avec un renvoi au diagramme correspondant et une description de la manière dont il est installé et entretenu, ainsi que la liste des laboratoires qui participent à la mise en œuvre des procédures d'analyse pertinentes. Le cas échéant, la description comprend le résultat de l'évaluation simplifiée de l'incertitude visée à l'article 7, paragraphe 2, point c). Pour chaque formule de calcul, le plan fournit un exemple utilisant des données réelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version du PMS (PMSPdR_fr_futur_2022_07_20-MAJ2024) renvoie largement à la procédure MO E10 « Gestion des données énergie et évaluation des risques » alors que le PMS doit être autoportant et le recours à des annexes limité. Cela dit, la procédure est claire et les informations</p>

apportées sont ciblées. L'exploitant peut donc reporter la majeure partie du contenu de cette procédure dans le PMS modulo les remarques d'ordre général effectuées ci-après et les remarques particulières effectuées dans les différents points de contrôle de ce rapport.

D'une manière générale, les parties descriptives des différents onglets du PMS ne permettent pas d'identifier quel niveau de méthode cité s'applique à quelle source de donnée. Il est attendu dans ces parties que soit détaillée la manière dont chaque valeur déclarée dans le fichier ALC est obtenue, en référence à la prescription ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PMS doit être revu pour tenir compte de cette prescription, des remarques d'ordre général ci-dessus et de celles effectuées dans les différents points de contrôle de ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Détermination quantités nettes de chaleur mesurable produite et importée

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article ANNEXE VII points 7.1 et 7.2
Règlement FAR 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Annexe VII Méthodes de surveillance des données

7. Règles de détermination de la chaleur mesurable nette

7.1. Principes

Toutes les quantités de chaleur mesurable indiquées se rapportent à la quantité nette de chaleur mesurable, déterminée comme le contenu calorifique (enthalpie) du flux thermique transmis au procédé consommateur de chaleur ou à l'utilisateur externe, diminué du contenu calorifique du flux de retour. Les procédés consommateurs de chaleur qui sont nécessaires au fonctionnement du système de production et de distribution de chaleur, tels que le dégazage, la préparation d'eau d'appoint et les purges régulières de vapeur, sont pris en compte dans le rendement du système thermique et ne peuvent donc pas être considérés comme des procédés consommateurs de chaleur ouvrant droit à une allocation. Lorsque le même milieu caloporteur est utilisé de manière consécutive dans plusieurs procédés et que sa chaleur est consommée à partir de différents niveaux de température, la quantité de chaleur consommée par chaque procédé consommateur de chaleur est déterminée séparément, sauf si les procédés en question relèvent de la même sous-installation. Le réchauffage du milieu caloporteur entre des procédés consommateurs de chaleur consécutifs devrait être traité comme une production de chaleur supplémentaire.(...)

7.2. Méthodes de détermination des quantités nettes de chaleur mesurable (...)

Méthode 1 : Recours à des mesures

Selon cette méthode, l'exploitant mesure tous les paramètres pertinents, en particulier la température, la pression et l'état du milieu caloporteur transmis et restitué. Si le milieu caloporteur est de la vapeur d'eau, on entend par «état» son degré de saturation ou de surchauffe. L'exploitant mesure en outre le débit (volumique) du milieu caloporteur. Sur la base des valeurs mesurées, l'exploitant détermine l'enthalpie et le volume massique du milieu caloporteur à l'aide des tables des

<p>constantes de la vapeur d'eau pertinentes ou de logiciels d'ingénierie adaptés. (...)</p> <p>Méthode 3: Calcul d'une valeur représentative sur la base du rendement mesuré</p> <p>L'exploitant détermine les quantités nettes de chaleur mesurable à partir de l'apport de combustible et du rendement mesuré se rapportant à la production de chaleur:</p> $Q = \eta H \cdot E_{IN} \text{ (Équation 5)}$ $E_{IN} = \sum AD_i \cdot NCV_i \text{ (Équation 6)}$ <p>où Q représente la quantité de chaleur exprimée en TJ, ηH représente le rendement mesuré de la production de chaleur, E_{IN} représente l'apport énergétique provenant des combustibles, AD_i représente les données d'activité annuelles (c.-à-d. les quantités consommées) des combustibles i, et NCV_i représente les pouvoirs calorifiques inférieurs des combustibles i. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La préparation de la pâte ne nécessite pas d'apport de chaleur.</p> <p>La consommation de chaleur a lieu uniquement sous forme de vapeur (alimentation des cylindres de la machine) et sous forme d'air (récupération des calories de la vapeur sur des échangeurs pour la sécherie de la machine).</p> <p>La méthode 1 sus-mentionnée est appliquée pour la vapeur importée de l'UIOM et le retour condensats vers l'UIOM : les ensembles de mesures comportent chacun une mesure de débit, de température et de pression.</p> <p>La méthode 3 du rendement est appliquée pour la chaleur produite par la chaudière du site bien qu'un débitmètre soit en place ainsi qu'une mesure de température et de pression a priori. A ce jour, les valeurs mesurées ne sont pas totalisées et exploitées. Lors de la visite, l'exploitant venait de recevoir un nouveau débitmètre et va mettre en place un suivi de la chaleur produite par la chaudière d'ici octobre 2025. Il devra veiller à appliquer les prescriptions de la méthode 1 (attention, prescriptions non reproduites ici dans leur intégralité) pour bien déterminer la chaleur nette produite.</p> <p>La visite n'a pas portée sur les détails de l'application de la méthode 3.</p> <p>Il n'existe pas de dispositif de mesure de la chaleur consommée (au plus proche de la machine à papier pour tenir compte des pertes dues au transport de chaleur).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable : pertes de chaleur

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe IV point 2.3 q) Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe IV Paramètres définis pour la collecte des données de référence</p> <p>2 - Données annuelles détaillées pour chaque année de la période de référence</p> <p>2.3 Bilan annuel par installation de l'importation, de la production, de la consommation et de l'exportation de chaleur</p> <p>(...)</p> <p>q) les pertes de chaleur, si elles ne sont pas déjà incluses dans les données visées aux points a) à p)*</p>

<p>* dont :</p> <p>(l) la quantité nette de chaleur mesurable consommée pour les sous-installations avec référentiel de produit dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'existe pas de dispositif de mesure de la chaleur consommée au plus proche de la machine à papier pour tenir compte des pertes dues au transport de chaleur depuis la chaufferie où se trouvent le barillet de mélange de la vapeur produite sur site et de celle importée de l'UIOM ainsi que le dispositif de mesure de cette dernière (vapeur et retour condensats).</p> <p>Jusqu'à présent, l'exploitant appliquait des pertes forfaitaires correspond à 2 % à la chaleur produite et/ou importée de l'UIOM. Cette pratique n'étant plus tolérée par la commission européenne, il devra procéder à un calcul de ces pertes adapté à ses installations (sous réserve que les demandes de dérogations requises soient présentées et acceptables pour la détermination de la chaleur consommée). Les pertes doivent inclure les pertes au niveau des tronçons de canalisation, des vannes, des purgeurs ou tout autre perte propre aux installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Modifier le PMS en tenant compte des observations ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Sources de données (chaleur)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:</p> <p>a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;</p> <p>b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;</p>

c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique dans son PMS les niveaux de méthode 4.5.b), 4.5.e) et 4.5.f) pour les flux de chaleur mesurable.</p> <p>Le PMS ne détaille pas quel niveau s'applique à quel type de chaleur (importée, produite, consommée).</p> <p>Seule une dérogation pour infaisabilité technique au plus haut niveau de méthode 4.5.a est présentée. Il convient de déposer des demandes de dérogation pour les niveaux inférieurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Modifier le PMS et les demandes de dérogation associées pour tenir compte des observations ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Tonnages de papier commercialisable produits

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.</p>

Constats :

Les galettes de carton commercialisables sont pesées sur une balance soumise à métrologie légale (source de données la plus exacte) avant leur mise en stock. Le poids de la palette (exactitude de la source de donnée à préciser) est déduit automatiquement de la pesée au niveau du logiciel de suivi de la production.

La source de donnée « tonnage de carton commercialisable » n'a donc pas le niveau de méthode 4.4.b comme indiqué dans le PMS mais un niveau inférieur.

Par ailleurs, l'exploitant devra également retirer le poids des mandrins des galettes.

Les galettes situées sur les bords extérieurs des bobines filles ou issues de bobines non commercialisables sont mises au rebut et ré-introduites dans le process de fabrication de la pâte. Auparavant, elles sont également mises sur palettes et pesées mais identifiées par une étiquette et dans le logiciel de suivi de la production par la mention « OF déchet » contrairement aux bobines commercialisables identifiées par la mention « OF production ».

En cas de bourrage sur la machine, le papier est renvoyé au niveau du pulpeur.

Il n'y a donc pas de double comptage observé pour la donnée « tonnage de carton commercialisable ».

Les « tonnages de carton commercialisable » ainsi obtenus sont ramenés à une humidité de 6 % comme le prévoit le référentiel produit, en partant de l'humidité moyenne des galettes produites sur le mois (cf. point de contrôle suivant sur la détermination de l'humidité des cartons). L'exploitant a indiqué que l'établissement d'une moyenne pondérée était impossible mais il devra préciser dans son PMS pour quelle raison exactement sachant qu'a priori il dispose d'une humidité moyenne (= moyenne des valeurs obtenues par le scanner) par bobine mère produite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Modifier le PMS et les demandes de dérogation associées pour tenir compte des observations ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Détermination de l'humidité du papier

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:

- a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;
- b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;
- c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

Constats :

La mesure de l'humidité du papier ne représente pas le plus haut degré d'exactitude possible qui est 4.6.b selon l'annexe VII susmentionnée. Pour ce faire, elle devrait être effectuée par un laboratoire accrédité selon la norme NF EN 17025 en application du point 6.1 de l'annexe VII du règlement FAR 2019/331. Or, la mesure est effectuée en continue par un scanner en ligne.

La COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Cellulose) a obtenu pour l'ensemble des papetiers une dérogation à l'application du plus haut niveau de méthode requis pour la détermination de l'humidité des papiers produits, accordée pour coûts excessifs par le ministère de la transition écologique par courrier du 24/01/2021 sous réserves.

Toutefois, cette dérogation n'est plus valable compte tenu de la ré-évaluation du calcul des bénéfices environnementaux de 20 euros à 80 euros par quota.

L'exploitant doit donc présenter une nouvelle demande de dérogation pour la détermination de l'humidité du papier tenant compte des spécificités de son site et se référant aux points 6.1 et 6.2 de l'annexe VII du règlement FAR 2019/331.

Dans l'hypothèse où la dérogation pour coût excessif serait recevable, et en vue de son instruction, la visite a quand même porté sur l'application des réserves ayant accompagné la délivrance de la dérogation accordée à la COPACEL (mise en place de procédures et d'enregistrement portant sur les instruments de mesure utilisés et d'un comparatif mensuel entre le scanner en ligne et la méthode de référence du laboratoire interne).

Il n'y a pas de procédure et enregistrements portant sur les instruments de mesure (scanner en ligne, balance et étuve) dédiés à ces instruments mais leur suivi est assuré soit par la GMAO du site pour la balance et l'étuve au niveau du service Environnement, soit au niveau d'un tableur géré par le responsable maintenance électrique pour le scanner (pas vu lors de la visite).

Tous les résultats de contrôle du scanner en ligne n'étaient pas enregistrés sur le réseau.

La procédure MO E10 « Gestion des données énergie et évaluation des risques » devra intégrer ce sujet (ou une autre procédure).

Le sujet des fréquences de suivi et des derniers résultats de suivi est détaillée au point de contrôle « Programme métrologique ».

<p>L'exploitant a indiqué procéder à une mesure mensuelle pour les 5 qualités de papier produites (K40, K50, K60, K80 et K100) avec comparaison avec les résultats obtenus par le scanner et déclenchement d'un recalibrage de ce dernier si un écart en valeur relative de 0,5 % par rapport aux valeurs données par le scanner persiste après ré-itération d'une mesure présentant cet écart. Il ne dispose toutefois pas de procédure à ce sujet reprenant ces informations. Les résultats des contrôles doivent être enregistrés s'il veut pouvoir prouver le respect des conditions de la demande de dérogation.</p> <p>Le laboratoire de production effectue également des contrôles beaucoup plus nombreux (sur chaque bobine mère produite) mais dans des conditions de passage à l'étuve qui ne sont pas celle décrites dans la demande de dérogation COPACEL : étuve maintenue à 155 °C au lieu de 105 et durée de séchage inférieure à 4 heures Ces contrôles conduisent de fait à des recalibrages du scanner plus fréquents que ceux qui seraient déclenchés par le contrôle mensuel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre à jour le PMS, la procédure associée et redéposer une nouvelle demande de dérogation pour l'humidité du carton.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Système de contrôle (...)</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le carnet métrologique de la bascule utilisée pour le pesage des galettes de carton avant mise en stock n'a pu être retrouvé lors de la visite mais la bascule comportait une étiquette de vérification périodique valide jusqu'en décembre 2025.</p> <p>Le scanner en ligne mesurant, entre autres, l'humidité du papier fait l'objet de contrôles par son fabricant 4 fois par an. Les rapports de contrôle sont très détaillés mais il n'a pas pu être établi si un étalonnage périodique était pratiqué.</p>

<p>Le déclenchement des contrôles a lieu à travers un tableur (non vu lors de la visite).</p> <p>Le suivi annuel de la balance et de l'étuve servant aux contrôles mensuels de l'humidité est programmé dans la GMAO du site. Les 2 appareils ont fait l'objet d'un contrôle en janvier 2025.</p> <p>Concernant le dispositif de comptabilisation de la vapeur nette importée de l'UIOM, la procédure MO E10 indique que le dispositif est soumis à métrologie légale ce qui est faux. C'est d'ailleurs pour cette raison que le plus haut niveau d'exactitude n'est pas atteint pour ce dispositif, qui n'est pas non plus visé par la Directive MID sur les instruments de mesure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour la procédure existante (ou créer une procédure) concernant les activités de contrôle des instruments de mesure et leur enregistrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Lacunes dans les données

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 12 Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12 Lacunes dans les données</p> <p>1. Lorsqu'il n'est temporairement pas possible, pour des raisons techniques, d'appliquer le plan méthodologique de surveillance approuvé par l'autorité compétente, l'exploitant applique une méthode basée sur d'autres sources de données énumérées dans le plan méthodologique de surveillance pour effectuer les contrôles de corroboration conformément à l'article 10, paragraphe 5, ou, si le plan méthodologique ne contient pas de tels éléments, une autre méthode fournissant le degré d'exactitude le plus élevé conformément aux sources de données génériques et à leur hiérarchie indiquées à la section 4 de l'annexe VII, ou une méthode d'estimation prudente, jusqu'à ce que les conditions permettant l'application du plan méthodologique de surveillance approuvé soient rétablies. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour que le plan méthodologique</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'onglet D du PMS, le point c) « Méthode utilisée pour éviter les lacunes dans les données et les doubles comptage » n'est pas renseigné.</p> <p>La procédure MO E10 « Gestion des données énergie et évaluation des risques » n'aborde le sujet des lacunes de données que très partiellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter le PMS à ce sujet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>